



MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES

Prestation de conseil en stratégie de communication

Marché en procédure adaptée

*En application des dispositions
du Code de la Commande Publique*

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Pouvoir Adjudicateur

HABITAT REUNI

82b Rue BLOMET 75015 PARIS

Profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

Table des matières

1	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1	IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR	4
1.2	OBJET DU MARCHÉ	4
1.3	ALLOTISSEMENT	4
1.4	DURÉE DU MARCHÉ	4
1.5	DOCUMENTS CONTRACTUELS RÉGISSANT LE MARCHÉ	4
1.5.1	Pièces Particulières	4
1.5.2	Pièces Générales	4
1.6	TRAVAIL DISSIMULÉ	5
1.7	PRESTATIONS COUVERTES PAR LE PRÉSENT MARCHÉ	5
1.8	MONTANT DU MARCHÉ	5
1.9	RÉSILIATION DU MARCHÉ - SUSPENSION TEMPORAIRE DU MARCHÉ	5
2	DISPOSITIONS FINANCIÈRES	6
2.1	PRIX	6
2.1.1	Contenu des prix :	6
2.1.2	Forme des prix	6
2.1.3	Actualisation du prix	6
2.1.4	Evolution induite par la réglementation	6
2.2	RÈGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE DU MARCHÉ	6
2.2.1	Avance forfaitaire et acomptes	6
2.2.2	Modes de facturation	7
2.2.3	Modalités de paiement	7
2.2.4	Nantissement ou cession de créance	7
2.2.5	Absence de paiement	8
3	EXÉCUTION DES PRESTATIONS OBJETS DU MARCHÉ	8
3.1	CONDITIONS DE LANCEMENT DES PRESTATIONS	8
3.1.1	Obligations du titulaire	8
3.2	CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE	8
3.2.1	Co-traitance	8
3.2.2	Sous-traitance	9
3.2.3	- Modalités de paiement direct des sous-traitants	10
3.3	REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	11
3.4	CESSION DU MARCHÉ	11
4	PENALITES	12

4.1	Pénalités applicables	12
4.1.1	Pénalités pour retard d'exécution des prestations	12
4.1.2	Pénalité pour non-présence à une réunion	12
4.1.3	Autres pénalités	12
4.1.4	Plafond des pénalités	12
5	AUTRES DISPOSITIONS	12
5.1	RESPONSABILITÉ	12
5.2	ASSURANCES	13
5.3	FORCE MAJEURE	13
5.4	MODIFICATION DU MARCHÉ	13
5.5	PRESTATIONS SIMILAIRES	14
5.6	COORDINATION	14
5.7	CONFIDENTIALITE	14
5.8	DONNEES PERSONNELLES	14
5.9	Article 11. CLAUSE ANTI-CORRUPTION	15
5.10	DROIT APPLICABLE	15
5.11	MODE ALTERNATIF DE REGLEMENT DES LITIGES ET JURIDICTION	15
5.12	INTEGRITE DU CONTRAT	16
5.13	RESILIATION	16
5.13.1	Résiliation unilatérale par Habitat Réuni	16
6	DEROGATIONS AU CCAG	16
	Annexe 1a - Cas où le Titulaire est établi en France	18
	Annexe 1b - Cas où le Titulaire est établi hors de France	20

1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

Le présent marché est lancé par la Société anonyme de coordination HABITAT RÉUNI, dont le siège social se situe au 82 bis rue Blomet 75015 Paris, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 538046947, représentée par Monsieur Julien PAUL, en qualité de Directeur général dûment habilité
Code NUTS : FR101

1.2 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet une prestation de conseil en stratégie de communication pour l'entité centrale Habitat Réuni et un accompagnement pour le déploiement de cette stratégie.

Les prestations attendues sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

1.3 ALLOTISSEMENT

Conformément aux articles R. 2113-3 et L. 2113-11 du Code de la commande publique, il s'agit d'un marché à lot unique.

Ce marché est passé en lot unique dans la mesure où la dévolution en lots séparés risquerait de rendre financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.4 DURÉE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une durée maximale de trois ans décomposée comme suit :

- Une période initiale de un an
- Reconductible expressément deux fois

Il prend effet à compter de la réception de sa notification par le Titulaire.

Le candidat restera engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

En cas de non-reconduction, HABITAT REUNI en informera le Titulaire trois (3) mois avant la date anniversaire du marché La non-reconduction du marché ne peut ouvrir droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni aucun dédommagement.

1.5 DOCUMENTS CONTRACTUELS RÉGISSANT LE MARCHÉ

Le présent marché, passé selon la procédure adaptée conformément aux articles R. 2123-1 à R.2123-5 du Code de la Commande publique, est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

1.5.1 Pièces Particulières

- L'acte d'engagement et ses annexes ;
- La Décomposition Globale et Forfaitaire
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le mémoire technique du Titulaire inclus dans le règlement de consultation.

Cet article déroge à l'article 4.1 du CCAG

1.5.2 Pièces Générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur le jour de la publication de l'annonce, et plus particulièrement :

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) « marchés de fournitures courantes et de prestations de services » issu de l'arrêté du 30 mars 2021.

Ces pièces générales, non jointes au marché, sont réputées connues du titulaire qui leur reconnaît expressément le caractère contractuel.

Les documents du marché ne peuvent être modifiés sans la signature d'un avenant par des représentants habilités des parties.

Tout avenant ou modification de l'un des documents contractuels, une fois approuvé par les parties, aura le rang du document qu'il complète ou amende.

Les conditions générales du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelles qu'en soient la forme.

Sauf à avoir signalé les erreurs éventuelles du DCE pendant la période de demande de renseignements complémentaires dans le cadre de la procédure de mise en concurrence, le Titulaire exécute les prestations comme étant prévues dans son prix, sans exception ni réserve conformément aux règles de l'art, des normes, règlements et textes en vigueur.

1.6 TRAVAIL DISSIMULÉ

a) Si le Titulaire est établi en France :

Le Titulaire du marché remet au Bénéficiaire, pour lui-même et pour chacun de ses sous-traitants éventuels, au plus tard lors de la conclusion du marché et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution :

(i) les documents et attestations décrits à l'article D8222-5 du code du travail.

(ii) conformément aux articles D8254-2 et D8254-4 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par lui et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L5221-2.

Les articles précités ainsi que les modèles d'attestations visées par ces textes sont reproduits en Annexe 1a au présent CCAP.

b) Si le Titulaire est établi hors de France :

Le Titulaire du marché remettra au Bénéficiaire pour lui-même et pour chacun de ses sous-traitants éventuels, au plus tard lors de la conclusion de l'accord-cadre et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution :

(i) les documents et l'attestation décrits à l'article D8222-7 du code du travail, dont le texte est reproduit en Annexe 1b au présent CCAP ;

(ii) conformément aux articles D8254-3 et D8254-4 du code du travail, si le fournisseur est établi hors de l'UE, de l'EEE ou de la Suisse, et s'il détache sur le territoire national, pour l'exécution du contrat concerné, des salariés non ressortissants de l'UE, l'EEE, ou de la Suisse, ou des salariés ressortissants de nouveaux États Membres et soumis à l'autorisation de travail : la liste nominative de ces salariés.

Cette liste précise, pour chacun d'eux leur date d'embauche, leur nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

1.7 PRESTATIONS COUVERTES PAR LE PRÉSENT MARCHÉ

Les prestations couvertes par le présent marché sont décrites dans le CCTP du marché.

1.8 MONTANT DU MARCHÉ

Le montant maximum du marché, traité par émission de factures pour la tranche ferme et par bons de commande pour la tranche optionnelle, est de 200 000€ sur la durée totale du marché, y compris une éventuelle période de reconduction au titre de l'article R2122-7 de la commande publique.

1.9 RÉSILIATION DU MARCHÉ - SUSPENSION TEMPORAIRE DU MARCHÉ

Il peut être mis fin à l'exécution du marché, avant son expiration, par une décision de résiliation qui en fixe la date d'effet dans les conditions prévues par le C.C.A.G fournitures courantes et services.

2 DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Les articles suivants précisent les conditions financières applicables au marché.

2.1 PRIX

2.1.1 Contenu des prix :

Les prix sont réputés contenir toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, à la charge du fournisseur, frappant obligatoirement l'exécution des prestations ainsi que toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant les frais, charges, déplacements et gestion du marché.

Les prix indiqués sur la DPGF et sur le BPU comprennent toutes les dépenses résultant de l'exécution de ces prestations telles que décrites dans le CCTP, incluant tous les frais, charges, fournitures, matériels sujétions du Titulaire.

2.1.2 Forme des prix

La tranche ferme du marché est conclue à prix forfaitaire

Les missions optionnelles relèvent d'un bordereau des prix unitaires.

2.1.3 Actualisation du prix

L'actualisation du prix sera requise lorsque le délai entre la signature de l'offre de prix et le commencement d'exécution des prestations dépasse 3 mois.

Formule d'actualisation des prix :

Prix actualisé HT = $P^{\circ} \times [BT(n-3) / BT^{\circ}]$

P° = prix initial HT

$BT(n-3)$ = valeur disponible de l'index à la date de démarrage des travaux moins 3 mois

BT° = valeur de l'index au mois de fixation du prix de l'offre, souvent appelé "mois zéro"

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

L'index de référence, publié au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est le suivant : Indice SYNTEC.

2.1.4 Evolution induite par la réglementation

Dans le cas d'une évolution de la réglementation qui viendrait impacter significativement les conditions d'exécution des prestations, le Bénéficiaire et le titulaire se rapprocheront pour préciser, le cas échéant, les modalités permettant de prendre en compte les modifications induites. Le Titulaire s'engage à communiquer au Bénéficiaire tous les éléments utiles permettant d'évaluer les conséquences générées par cette évolution réglementaire.

2.2 RÈGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE DU MARCHÉ

2.2.1 Avance forfaitaire et acomptes

Il n'est pas prévu dans le présent accord-cadre de paiement d'acompte.

Une avance pourra être versée aux titulaires, conformément aux articles R.2191-3 et suivants du code de la commande publique.

Le présent article déroge à l'article 11.1 du CCAG-FCS.

2.2.2 Modes de facturation

Dématérialisation des factures

Après exécution des prestations, les demandes de paiement sont adressées par email à l'ordre de l'assistante de direction et de la secrétaire générale d'Habitat Réuni.

Présentation des factures

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les demandes de paiement seront établies en un original outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Nom complet et adresse du destinataire ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La nature des prestations exécutées ;
- L'adresse du lieu de livraison ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- Le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- Le numéro de TVA intra-communautaire ;
- Le numéro et la date de la facture ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- Les impôts, taxes et redevances applicables en France ;

En cas de sous-traitance :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

En cas de cotraitance :

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations,

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

2.2.3 Modalités de paiement

Le paiement est effectué par Habitat Réuni dans les trente (30) jours suivant la date de réception de la facture sur le compte spécifié dans l'Acte d'Engagement.

En cas de pièces et/ou d'informations manquantes, ou en cas de désaccord sur la facturation entre le Titulaire et le Bénéficiaire, le délai de paiement sera suspendu jusqu'à la date d'obtention des justificatifs qui auront été réclamés au Titulaire.

2.2.4 Nantissement ou cession de créance

Conformément aux articles L. 313-23 et suivants du code monétaire et financier, la cession ou le nantissement de créance consenti sur la base du présent marché par un établissement de crédit doit être notifié au Bénéficiaire.

Cet article déroge à l'article 4.2.2 du CCAG-FCS s'agissant de la mention de l'exemplaire unique.

2.2.5 Absence de paiement

Le délai de paiement applicable, sous réserve de conformité des factures, est fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture. Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant (le cas échéant) payé directement dans les conditions fixées par le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 (taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points). En outre, conformément au décret n° 2013-269 susvisé, le Titulaire perçoit une indemnité de 40 €, pour frais de recouvrement.

3 EXÉCUTION DES PRESTATIONS OBJETS DU MARCHÉ

L'exécution des prestations se déroulera dans les conditions suivantes :

3.1 CONDITIONS DE LANCEMENT DES PRESTATIONS

Le présent marché ne deviendra définitif et exécutoire qu'après avoir été notifié au titulaire.

3.1.1 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à tout mettre en œuvre pour réaliser sa mission convenablement et, en toute hypothèse, conformément aux règles usuelles attachées aux missions confiées dans le cadre du présent marché.

Il est tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, les informations, les études et les décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur les prestations du marché et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de l'acheteur.

Le personnel du titulaire devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et du personnel des bénéficiaires.

Le pouvoir adjudicateur pourra exiger du titulaire l'exclusion immédiate du projet de tout personnel de son entreprise en raison du comportement, de tenue, de situation, etc. qui ne donnerait pas entière satisfaction.

3.2 CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

3.2.1 Co-traitance

Conformément aux articles R2142-19 et suivants du Code de la commande publique, les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

La forme, la composition et le mandataire du groupement sont présentés lors de la remise de l'offre. Le mandataire représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations des bénéficiaires.

En cas de groupement solidaire, chaque membre du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché.

En cas de groupement conjoint, chacun des membres s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché.

Dans l'hypothèse où la forme du groupement ne serait pas indiquée ou si la bonne exécution du marché l'exige, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contraindre le groupement à se constituer ou à se transformer en groupement solidaire dès que le marché lui sera attribué. Les entreprises membres dudit groupement s'engagent expressément et sans réserve, à opérer la transformation en groupement solidaire à la demande du pouvoir adjudicateur, formulée par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de groupement solidaire, les membres du groupement présentent un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser dans le cadre de l'objet du présent marché.

En cas de groupement conjoint, les membres du groupement présentent un acte d'engagement unique qui indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter dans le cadre de l'objet du présent marché.

3.2.2 Sous-traitance

Conformément à la loi n°75-1334 du 25 décembre 1975, le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché.

Pour chaque sous-traitant présenté lors de la remise de l'offre ou pendant l'exécution du marché, le titulaire doit joindre, en sus du projet d'acte spécial (modèle DC4, téléchargeable à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>) ou de l'avenant, les mêmes documents concernant cette entreprise que ceux qui lui sont exigés par HABITAT RÉUNI. *Cf article V.c du règlement de consultation complétée de :*

La déclaration de sous-traitant indiquant :

Condamnation définitive

ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code Pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

ne pas être exclu des accords-cadres publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal.

Lutte contre le travail illégal

ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-

1 , L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail.

Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés, au regard des articles 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Liquidation judiciaire

ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger.

Redressement judiciaire

Ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution de le marché public.

Situation fiscale et sociale

Avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement.

Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;
avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;
que les renseignements fournis sont exacts.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire du marché (Article 41 du CCAG-FCS).

En cas de sous-traitance, le prestataire titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'marché.

3.2.3 - Modalités de paiement direct des sous-traitants

Conformément aux dispositions de l'article L2193-11 du Code de la commande publique, seuls les sous-traitants directs du titulaire du marché (qui ont été acceptés et dont les conditions de paiement ont été agréées) peuvent bénéficier du paiement direct.

Conformément à ladite loi, il est rappelé que le paiement direct des sous-traitants de premier rang est obligatoire pour toutes prestations sous-traitées d'un montant supérieur à 600 euros T.T.C.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un titulaire du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des titulaires du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si le prestataire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Le délai global de paiement du sous-traitant est de 60 jours. Il court à partir de la réception par le pouvoir adjudicateur de sa demande de paiement, telle que transmise par le titulaire du marché ou telle que transmise par le sous-traitant lui-même, dans les circonstances prévues aux articles R2193- 11 et R2193-12 du Code de la commande publique, si le titulaire n'a donné aucune suite à cette demande et n'a pas apporté la preuve d'un refus motivé à son sous-traitant.

Les dispositions prévues pour le règlement des sous-traitants payés directement sont applicables à l'ensemble des sous-traitants payés directement.

3.3 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par dérogation à l'article 39.2 du C.C.A.G. FCS, les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement déclarant le redressement judiciaire, ou la liquidation judiciaire, est notifié immédiatement par le titulaire du marché. Il en va de même de tous jugements ou décisions relatifs au redressement judiciaire ou à la liquidation judiciaire, susceptibles d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse à l'Administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend reprendre les obligations du titulaire. En cas de refus par l'administrateur ou de silence gardé plus d'un mois, le marché est résilié de plein droit.

En cas de liquidation judiciaire, le marché est résilié de plein droit si après mise en demeure du liquidateur, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

Dans les deux cas, la résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du liquidateur de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus mentionné. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

3.4 CESSION DU MARCHE

Sauf autorisation écrite et préalable de l'acheteur, le titulaire du marché s'interdit de céder à quiconque les droits et obligations qu'il tient du marché.

Sont assimilés à une cession du marché par le titulaire dudit marché, les opérations de cession, fusion, scission, apport partiel d'actifs incluant tout ou partie du marché, un changement de contrôle dans le capital du Titulaire du marché et d'une manière générale toute opération visant à faire changer le marché de patrimoine.

En cas de cession du marché, le titulaire du marché cédant reste garant de la bonne exécution dudit marché par le repreneur cessionnaire.

4 PENALITES

Le non-respect des engagements contractuels pourra donner lieu à l'application de pénalités.

Elles ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix et ne sont pas assujetties à la TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date limite ni du jour de la date réelle de remise du document.

Les pénalités s'appliquent quel que soit leur montant et feront l'objet d'une mise en demeure de la part du Bénéficiaire.

4.1 Pénalités applicables

4.1.1 Pénalités pour retard d'exécution des prestations

Retard de démarrage d'exécution du marché

En cas de retard dans le début d'exécution du marché imputable au titulaire la pénalité suivante lui sera appliquée :100 €HT par jour de retard.

Le retard sera évalué sur la base du calendrier opérationnel remis par le titulaire et validé par Habitat Réuni.

Retard dans la transmission d'un livrable.

En cas de retard dans la transmission d'un livrable, imputable au titulaire, la pénalité suivante lui sera appliquée :200 €HT par jour de retard.

Le retard sera évalué sur la base du calendrier opérationnel remis par le titulaire et validé par Habitat Réuni.

4.1.2 Pénalité pour non-présence à une réunion

Une pénalité forfaitaire de 200 € HT par réunion en cas de non-présence à une réunion programmée.

4.1.3 Autres pénalités

En application de l'article L 8222-6 du Code du travail, si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

4.1.4 Plafond des pénalités

Les pénalités sont cumulables, elles ne pourront toutefois pas représenter plus de 10% du montant total du marché.

5 AUTRES DISPOSITIONS

5.1 RESPONSABILITÉ

Le Titulaire est seul responsable de la réalisation des prestations objet du marché. Par conséquent, il assume l'entière responsabilité des dommages directs et indirects que la mauvaise exécution des prestations peut causer :

- à son personnel, aux Bénéficiaires, à HABITAT REUNI ou à ses agents, ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant aux Bénéficiaires, à HABITAT REUNI ou à des tiers.

5.2 ASSURANCES

Le Titulaire doit justifier en cours d'exécution du Marché d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile (RC) qu'il encourt vis-à-vis des tiers, d'HABITAT REUNI et/ou des bénéficiaires en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du Marché.

De plus, en qualité de prestataire de service, il devra être spécifiquement assuré en cas de défaillance ne lui permettant plus d'assurer sa prestation, objet du contrat. Il devra préciser le montant de la couverture financière de son assurance et devra produire les attestations d'assurance correspondantes avant le début de sa mission.

5.3 FORCE MAJEURE

Chaque Partie est momentanément déliée totalement ou partiellement de ses obligations au titre du Contrat dans les cas suivants :

- cas de force majeure, entendu au sens de l'article 1148 du code civil et de la jurisprudence des tribunaux français, comme tout événement extérieur à la volonté de la partie affectée, imprévisible et irrésistible, et l'empêchant temporairement d'exécuter tout ou partie des obligations qui lui incombent au titre du Contrat.

Le Titulaire ne pourra en aucun cas se prévaloir d'un conflit du travail avec son personnel pour se dégager de ses obligations. Il devra au contraire faire face de son mieux avec tous les moyens de remplacement définis entre lui et le Bénéficiaire. En cas de conflit grave qui entraînerait un arrêt de la prestation, les deux parties conviennent de se concerter en vue de déterminer les mesures à prendre en vue d'éviter une interruption de service.

Il est entendu qu'à l'occasion de cas de force majeure le Titulaire recherchera avec le Bénéficiaire toutes mesures à prendre en vue d'éviter une interruption de la prestation.

La Partie affectée s'engage à notifier par lettre recommandée avec accusé de réception sous 2 jours à compter de la survenance de l'événement tel que défini ci-dessus l'autre Partie, et à lui fournir toute information utile sur les circonstances invoquées et leurs conséquences.

Si l'inexécution du marché, en raison d'un événement visé ci-dessus, perdurait au-delà d'un mois, les Parties se rencontreraient pour étudier la suite à donner au marché. A défaut d'accord dans les trente jours suivant la période visée ci-dessus, l'une quelconque des Parties pourrait résilier le marché, par lettre recommandée avec accusé de réception, sans préavis ni indemnité et sans formalité judiciaire de quelque nature que ce soit.

5.4 MODIFICATION DU MARCHÉ

Les termes du marché ne peuvent être modifiés que par avenant signé par les Parties.

Un avenant ne peut bouleverser l'économie du marché, ni en changer l'objet.

En application des articles R2194-1 à 10 du Code de la commande publique, des avenants pourront être conclus en cours de marché dans les cas suivants (liste non exhaustive) :

- Absence de modification substantielle au contrat initial (complément d'information administratif ou technique) ;
- Modifications de références ;
- Précisions suite à erreur matérielle ;
- Services ou fournitures supplémentaires qui sont devenues nécessaires dans la mesure où ces prestations supplémentaires n'entraîneraient pas une augmentation du marché supérieure à 50 % du montant initial et à la double condition qu'un changement de contractant :

- serait impossible pour des raisons économiques ou techniques telles que l'obligation d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre de leur marché initial ; ET
- présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts.

Les événements ci-dessous sont susceptibles de constituer des cas de modification des conditions d'exécution du marché et d'ouvrir droit à discussion entre les parties en vue d'un éventuel réajustement de ses conditions d'exécution, sans limite de montants, par voie d'avenant :

- Variation des paramètres d'activités ayant servi de base à la détermination des obligations du titulaire ;
- Modification du besoin entraînant une modification du périmètre de la prestation, de ses caractéristiques techniques, ou adjonction de prestations nouvelles ;
- Modification des caractéristiques techniques, ou adjonction de prestations nouvelles résultant d'instructions officielles ou de dispositions législatives ou réglementaires ou normatives nouvelles
- Modifications rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- Cession de marché.

Ils sont notifiés par l'une ou l'autre des parties par courrier recommandé avec accusé de réception. La partie procédant à la notification doit démontrer que ces événements ont des conséquences sur les conditions d'exécution du marché.

Sur la base de cette proposition, les parties disposent d'un délai de deux mois pour négocier de bonne foi et parvenir à un accord sur les modifications à apporter, formalisées par la conclusion d'un avenant.

Le présent article complète l'article 25 du CCAG-FCS et prime sur ce dernier en cas de contradiction.

5.5 PRESTATIONS SIMILAIRES

Conformément à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, le Bénéficiaire se réserve la possibilité de passer un marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables lorsqu'il entend confier au titulaire du présent marché des prestations similaires au marché en cours à la condition que le nouveau marché ainsi conclu n'excède pas 3 ans à compter de la notification du marché

5.6 COORDINATION

Le Titulaire a obligation de communiquer immédiatement au Bénéficiaire, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché telles que : les personnes ayant le pouvoir de l'engager, tous changements relatifs à son entreprise et à son contrôle, tous changements affectant les personnes ayant eu en charge l'exécution de la prestation ou susceptibles d'affecter l'exécution du marché.

5.7 CONFIDENTIALITE

Le Titulaire sera tenu à la confidentialité vis-à-vis des renseignements de toute nature qui lui seront communiqués, ou qu'il aurait pu obtenir, dans le cadre du marché. Il s'engage à faire respecter cette obligation par ses collaborateurs, société mère, filiale et sous-traitants éventuels.

L'obligation de confidentialité ne deviendra caduque que si l'information tombe dans le domaine public.

Le présent article complète l'article 5.1 du CCAG-FCS et prime sur ce dernier en cas de contradiction.

5.8 DONNEES PERSONNELLES

Les parties s'engagent à traiter toute donnée personnelle en conformité avec la réglementation en vigueur applicable au traitement de ces données et notamment à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 mise à jour par le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

La qualité de responsable de traitement des données personnelles des Bénéficiaires n'exclut pas la responsabilité contractuelle du Titulaire pour tout manquement aux obligations du présent marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par HABITAT REUNI et/ou le Bénéficiaire afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'un avenant avec HABITAT REUNI pour le compte du Bénéficiaire.

Le Titulaire ne saurait prétendre à aucune indemnité du fait de la mise en conformité avec la législation sur les données personnelles sauf s'il justifie de la mise en œuvre d'opérations de personnalisation spécifiques à HABITAT REUNI et/ou au Bénéficiaire, pouvant donner lieu à facturation supplémentaire.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser les données à caractère personnel qu'à la seule fin de remplir ses obligations au titre de présent marché. Il fournit un service présentant toutes les conditions et mesures de sécurité afin de garantir la confidentialité, la sécurité, l'intégrité et la conservation des données et, conformément aux garanties formulées dans son offre.

Les données personnelles sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du Code Pénal). En cas de non-respect de ces dispositions, le titulaire s'expose à des poursuites pénales.

Le présent article complète l'article 5.2 du CCAG-FCS et prime sur ce dernier en cas de contradiction.

5.9 Article 11. CLAUSE ANTI-CORRUPTION

Le Titulaire du Marché déclare :

- que la négociation, la passation et l'exécution du contrat n'a pas donné ou ne donnera pas lieu, à perception de commission non mentionnée au marché principal ou qui ne résulte pas au moins d'un contrat autonome valable juridiquement faisant référence à ce marché, à versement de toute commission qui ne rétribue aucun service légitime effectif, de toute commission versée dans un paradis fiscal, de toute commission versée à un bénéficiaire non clairement identifié ou à une société qui a toutes les apparences d'une société écran ;
- qu'il n'a pas proposé et ne proposera pas directement ou indirectement des avantages quelconques (offres, dons ou promesses de dons, avantages de toute nature, etc.) constituant ou pouvant constituer une infraction de corruption notamment au sens de l'article 433-1 du code pénal et de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique.

Le Titulaire du Marché s'engage :

- à mettre en place et à appliquer toutes les politiques et mesures nécessaires pour prévenir la corruption ;
- à s'assurer qu'aucun de ses membres ni toute autre personne fournissant des services pour ou au nom de la Société dans le cadre du présent contrat (exemple : sous-traitant), ne fera, par action ou par omission, rien qui serait susceptible d'engager la responsabilité du pouvoir adjudicateur au titre du non-respect de la réglementation relative à la lutte contre la corruption ;
- à conserver, pendant une période appropriée après le terme du présent contrat, les pièces justificatives exactes attestant de sa conformité aux termes de la présente clause.

5.10 DROIT APPLICABLE

Le présent marché est régi par le droit français.

5.11 MODE ALTERNATIF DE REGLEMENT DES LITIGES ET JURIDICTION

Toutes contestations quant à l'interprétation des documents contractuels régissant le marché seront réglés à l'amiable ou, à défaut, seront portées devant le Tribunal Judiciaire compétent.

Le présent article déroge à l'article 46.5 du CCAG-FCS s'agissant d'un marché de nature privée.

5.12 INTEGRITE DU CONTRAT

Si une des clauses du présent marché ou de l'un des documents constitutifs du marché est nulle au regard de la loi française en vigueur et/ou d'une disposition d'ordre public international, seule la clause visée sera réputée non écrite, le marché demeurant valable pour le surplus. Les parties négocieront de bonne foi la rédaction d'une nouvelle clause destinée à remplacer celle qui était nulle.

Le fait que le Bénéficiaire n'ait pas exigé l'application d'une clause quelconque du marché ne pourra en aucun cas être considéré comme une renonciation.

En cas de difficulté d'interprétation entre l'intitulé d'un article et son contenu, le contenu prévaudra sur l'intitulé.

5.13 RESILIATION

La résiliation du présent marché intervient dans les conditions fixées par le chapitre 7 du CCAG FCS, à l'exception des dérogations suivantes.

5.13.1 Résiliation unilatérale par Habitat Réuni

Le présent article déroge à l'article 42 du CCAG-FCS et s'y substitue. A l'article 38 du CCAG-FCS la mention « pour un motif d'intérêt général » est remplacée par « unilatérale par HABITAT REUNI, pour le compte du Bénéficiaire ».

Lorsque HABITAT REUNI résilie unilatéralement le marché pour le compte du Bénéficiaire, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant un pourcentage de 5 % au montant initial hors TVA du marché diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

Ces indemnités sont dues, le cas échéant, par le Bénéficiaire.

6 DEROGATIONS AU CCAG

CCAP	Article CCAG / FCS auquel il est dérogé
Article 1.4.1	Article 4.1 CCAG
Article 2.3.4	Article 4.2 CCAG
Article 3.3	Article 39.2 CCAG
Article 5.4	Article 25 CCAG
Article 5.6	Article 5.1 CCAG
Article 5.7.1	Article 5.2 CCAG
Article 5.10	Article 46.5 CCAG
Article 5.12.1	Articles 38 et 42 CCAG

Annexe 1a - Cas où le Titulaire est établi en France

I. Dispositions pertinentes du Code du travail

A) Article D. 8222-5 du code du travail

« La personne qui contracte, lorsqu'elle n'est pas un particulier répondant aux conditions fixées par l'article D.8222-4, est considérée comme ayant procédé aux vérifications imposées par l'article L. 8222-1 si elle se fait remettre par son cocontractant, lors de la conclusion et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution :

1° Dans tous les cas, les documents suivants :

a) Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant et datant de moins de six mois ;

b) Une attestation sur l'honneur du cocontractant du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le cocontractant n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au a ou au b du 2° du présent article.

2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;

b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;

c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription.

3° Lorsque le cocontractant emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par ce cocontractant, à la date de signature du contrat et tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 »

B) Articles D. 8254-2 et D. 8254-4 du code du travail

« Article D. 8254-2 : La personne à qui les vérifications prévues à l'article L. 8254-1 s'imposent se fait remettre, par son cocontractant, lors de la conclusion du contrat, la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise, pour chaque salarié :

1° Sa date d'embauche ;

2° Sa nationalité ;

3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. »

« Article D. 8254-4 : Sauf en ce qui concerne les particuliers, la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail est adressée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat. »

II. Modèle récapitulatif d'attestations

« Je soussigné....., représentant la société....., certifie

1 – au titre de l'article D. 8222-5-1°-b) du code du travail : avoir déposé auprès de l'administration fiscale l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires

2 – au titre de l'article D. 8222-5-3° du code du travail : que les prestations commandées par le Bénéficiaire seront réalisées avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du Code du travail.

A

Le

L'Entreprise

(Signature et cachet)

Annexe 1b - Cas où le Titulaire est établi hors de France

I. Dispositions pertinentes

A) Articles D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail

« Article D. 8222-7 : La personne qui contracte, lorsqu'elle n'est pas un particulier répondant aux conditions fixées par l'article D. 8222-6, est considérée comme ayant procédé aux vérifications imposées par l'article L.8222-4 si elle se fait remettre par son cocontractant établi ou domicilié à l'étranger, lors de la conclusion du contrat et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution :

1. Dans tous les cas, les documents suivants :

a) Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;

b) Un document attestant la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CEE) n°1408/71 du 14 juin 1971 ou d'une convention internationale de sécurité sociale ou, à défaut, une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme français de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales incombant au cocontractant et datant de moins de six mois ;

2. Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;

b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;

c) Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre ;

3. Lorsque le cocontractant emploie des salariés pour effectuer une prestation de services d'une durée supérieure à un mois, une attestation sur l'honneur établie par ce cocontractant, certifiant de la fourniture à ces salariés de bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1, ou de documents équivalents. »

« Article D. 8222-8 : Les documents et attestations énumérés par le présent article doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française. »

B) Articles D. 8254-3, D. 8254-2 et D. 8254-4 du code du travail

« Article D. 8254-3 : Lorsque le contrat est conclu avec un prestataire établi à l'étranger détachant des salariés sur le territoire national pour l'exécution de ce contrat, dans les conditions définies à l'article L.1262-1, elle se fait remettre, lors de la conclusion dudit contrat, une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail comprenant les indications prévues à l'article D. 8254-2. »

Précision : cet article ne concerne que le fournisseur établi hors de l'UE, de l'EEE ou de la Suisse, et qui détache sur le territoire national, pour l'exécution du contrat concerné, des salariés non ressortissants de

l'UE, l'EEE, ou de la Suisse, ou des salariés ressortissants de nouveaux États Membres et soumis à l'autorisation de travail.

« Article D. 8254-2 : La personne à qui les vérifications prévues à l'article L. 8254-1 s'imposent se fait remettre, par son cocontractant, lors de la conclusion du contrat, la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise, pour chaque salarié :

1° Sa date d'embauche ;

2° Sa nationalité ;

3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. »

« Article D. 8254-4 : Sauf en ce qui concerne les particuliers, la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail est adressée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat. »

II. Modèle d'attestation

Attestation de l'article D. 8227-3° du code du travail

« Je soussigné, représentant la société certifie, à l'occasion des prestations commandées par le Bénéficiaire, que les salariés affectés à la réalisation de ces prestations reçoivent des bulletins de paie ou des documents équivalents.

A

Le

L'Entreprise

(Signature et cachet